

Contre la gestion : auto-organisation !

A lors que le compte des noyés dans la Méditerranée, cette mer cimetière, s'accroît tous les jours, les médias tournent en boucle et assènent que les pays européens et leurs polices s'affairent à « sauver » les migrants irresponsables qui – non content d'enrichir des passeurs véreux – prennent des risques inconsidérés pour traverser les frontières sur des bateaux surchargés et dangereux.

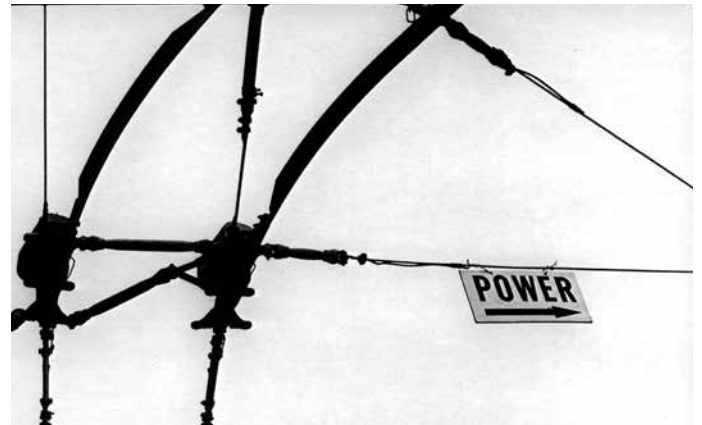
Il n'en reste pas moins qu'ils sont toujours de plus en plus nombreux à se noyer et quand la police en intercepte, les « sauver » veut dire, au mieux, les enfermer et tenter de les expulser. La présentation sous les oripeaux de l'humanitaire du type de gestion qui leur est imposé n'est que le complément du contrôle des migrations, et ne sert qu'à amoindrir l'effet d'intolérable de la violence de ce qui se passe, à dépolitiser ce qui est en jeu. Si de très nombreuses personnes paient cher pour des traversées dangereuses et souvent mortelles, c'est parce que, pour eux, il n'est pas possible de traverser les frontières tranquillement et légalement. C'est donc bien le système de contrôle et de gestion des flux migratoires, dont l'humanitaire est un des rouages, qui est responsables de ces morts, de ces dettes et de ces épopées souvent tragiques.

Pendant ce temps, dans Paris, plusieurs groupes de migrants accompagnés par quelques associations humanitaires, et désormais soutenus par un grand nombre de voisins et militants, subissent un harcèlement policier intolérable. Si les migrants de La Chapelle et d'Austerlitz sont expulsés de leurs campements de fortune, arrêtés, mis en rétention, ou « dispersés » comme on fait de poussières indésirables, c'est parce que, comme aux frontières extérieures et intérieures de l'Europe, l'objectif est de les rendre invisibles, à fortiori dans la capitale, première destination touristique mondiale, eux qui contestent par leur existence même le bien fondé des politiques migratoires mises en œuvre en Europe depuis plusieurs dizaines d'années. Aux migrants dont la force tient principalement au fait qu'ils restent ensemble et agissent collectivement, il n'est proposé par les associations humanitaires et la plupart des partis politiques que des « hébergements précaires » (quelques nuits au maximum) et dispersés (on a même vu des bus emmener les migrants... nulle part).

Poser politiquement et collectivement les enjeux. Politiquement, vous avez dit politiquement ?

Face à cette situation, il est urgent de reprendre l'initiative et de s'organiser sur des objectifs précis élaborés collectivement pour obtenir des avancées réelles pour tous. En effet la gestion humanitaire et la gestion gouvernementale ont pour point commun d'empêcher de poser les enjeux politiques liés à la question des migrants et de contribuer à gérer leur invisibilité. Contre cette logique, à nous de les aider à rester ensemble et à accroître leur visibilité.

Comme dans toutes les luttes, un certain nombre de questions ou de problèmes se posent, il y a un certain nombre de choses à affronter. Pour permettre qu'un peu de tactique se dessine, que le rapport de force soit travaillé de manière plus fine et efficace, il faut que les migrants puissent discuter collectivement afin qu'ils soit en situation d'énoncer ce qu'ils veulent et faire en sorte de l'obtenir. Et c'est aussi cela qui permettra, en les articulant et en les posant de la manière la plus adéquate possible, de résoudre les problèmes multiples auxquelles leur situation les confronte (papiers, logement, amélioration des conditions de santé...).



Nécessaires et réciproques auto-organisations

Il est grand temps de commencer à gagner, et pour ça il faut sortir de la mauvaise urgence, du temps de l'humanitaire, pour rentrer dans le temps de la lutte, qui doit être un moment d'amélioration des conditions de vie de tous et de chacun. La lutte, il faut que ça commence à payer.

Pour ne pas laisser les migrants à la merci de la gauche, la meilleure chose que l'on puisse faire c'est de, nous aussi, être organisés, non pas pour montrer l'exemple mais parce qu'il nous faut également sortir de l'impuissance et trouver comment fonctionner pour sortir des relations de soutien interindividuelles.

Certains d'entre nous ont en mémoire qu'après l'expulsion de Saint-Ambroise lors du mouvement des sans-papiers de 1996, SOS Racisme (en tant que relai de la politique d'immigration du Parti Socialiste) avait déjà voulu sélectionner 50 sans-papiers qu'ils se proposaient « d'héberger » temporairement dans leur local, cherchant ainsi à casser la lutte par la dispersion de ses participants. Si ceux-ci ont pu refuser efficacement cette division très concrète, c'est parce qu'ils s'étaient déjà organisés dans la lutte, mais aussi parce qu'ils ont compris qu'ils pouvaient compter, hors de la logique humanitaire, sur l'aide et l'assistance de composantes de la lutte qui avaient des papiers.

Ne restons pas désarmés et ne nous laissons pas reléguer au rang de témoins des « réunions unitaires » qui sont en train de s'organiser. Pour ne pas laisser le monopole de l'organisation – et surtout de l'initiative – aux structures, partis et humanitaires, c'est un espace pour discuter, réfléchir, élaborer et agir qu'il faut commencer à construire. Un tel lieu permettrait par exemple de tirer le bilan croisé des tentatives des derniers jours parmi lesquelles l'occupation de l'ancienne caserne et des conditions dans lesquelles elle a été levée, ainsi que des premières arrestations et des mises en centre de rétention.

Nous, voisins bienveillants, militants têtus, passants assidus, nous les « irresponsables » qui empêchons Valls de « bien travailler avec Emmaüs et France Terre d'Asile », il nous appartient de trouver le moyen de nous organiser pour agir au côté des migrants dans cette lutte pour la liberté de circulation et d'installation pour tous.

Paris, le 16 juin 2015 (version 2)
auto-organisation@hacari.org

Ce qui se joue là est sérieux et il va bien falloir, collectivement, s'organiser et réapprendre à se défendre.

Il y a de plus en plus d'étrangers dans le monde...

Parce que seule la libre circulation des prolétaires de tous les pays peut empêcher le triomphe de ce monde urbain incolore, inodore et sans saveur qu'on veut nous fabriquer... Parce que nous n'en avons rien à cirer de l'« identité française »...

Parce que la xénophobie d'État flatte et encourage le racisme d'une partie de la population et détourne sur les « étrangers » la colère qui monte face à un système produisant toujours plus de richesses et toujours plus de pauvres... Parce que cette colère est la nôtre...

Parce que nous savons que ce n'est pas l'immigration qui crée le chômage, mais bien la course à la compétitivité, c'est-à-dire la logique même du système... Parce que cette logique folle nous pourrit la vie...

Parce que la chasse aux « clandestins » repose sur une énorme hypocrisie, puisque ce sont les règlements eux-mêmes, toujours plus restrictifs, qui fabriquent de la « clandestinité », et que des secteurs entiers de l'économie vivent de la surexploitation de ces immigrés qui, loin de représenter « toute la misère du monde », sont des producteurs de richesses... Parce que cette hypocrisie encrasse les cerveaux, pervertit la pensée de ceux qui nous entourent et fonde le consensus de toute la classe politique depuis plus de vingt ans...

Parce que la surexploitation des « clandestins » permet de faire pression sur nos salaires, et de nous exploiter davantage...

Parce que l'énorme appareil lancé contre eux, avec ses fichiers informatiques, son espace Schengen, ses fonctionnaires-collabos qui en rajoutent toujours sur l'infamie réglementaire, ses flics qui se croient tout permis et ses juges zélés, parce que cet appareil qui sert aujourd'hui contre eux, pourra fonctionner demain contre d'autres catégories de la population...

Parce que, dans un monde qui donne tout le pouvoir à l'économie, l'opposition entre réfugiés politiques et réfugiés économiques n'a plus aucun sens...

Parce que nous sommes tous victimes d'un système qui accélère sans cesse la circulation planétaire des marchandises et des images, en s'opposant chaque jour un peu plus à la circulation de la grande majorité des humains — les pauvres du Sud et de l'Est et les précaires de partout... Parce que nous avons été, nous sommes, ou serons tous un jour de ces précaires que menacent la matraque, le règlement et la « rationalité » économique...

Parce que nous ne supportons pas que l'absence d'un dérisoire bout de carton puisse empêcher de circuler, de rencontrer, de découvrir, d'aimer et de partir à l'aventure...

Pour toutes ces raisons, et mille autres qui tiennent au parfum de liberté qu'ont ramené dans l'air les mouvements sociaux, le combat des sans-papiers est le nôtre, et nous faisons nôtre cette revendication minimale : des papiers pour tous !

La lutte commencée avec l'occupation de Saint-Bernard a montré que les lois Pasqua, sont non seulement odieuses et inhumaines, mais encore inapplicables — à moins de confier définitivement la question du droit des étrangers et de chacun d'entre nous à la discrétion de la police. Elle a montré les limites de la négociation « au cas par cas », qui divise le mouvement et l'enlise dans d'interminables démarches administratives, et celles des soutiens humanitaires. L'énorme déploiement policier et son piteux épilogue judiciaire, assorti de rafles au hasard pour remplir les charters, ont montré qu'il était plus dangereux de ne rien faire que d'apparaître publiquement. De toute manière, leur finalité n'est pas comme on voudrait le faire croire d'expulser les illégaux, mais de les faire replonger dans la clandestinité, d'exercer une terreur qui les contraigne à accepter des conditions de salaire et de travail intolérables.

En s'organisant eux-mêmes et en luttant pour imposer leurs conditions aux organisations qui les soutenaient, les occupants de Saint Bernard avaient d'ores et déjà posé le problème hors des cadres humanitaires où on voulait le cantonner. En tentant de « vider l'abcès », l'État n'a réussi qu'à répandre le virus de la solidarité et à permettre que ceux qui n'avaient pas trouvé place dans l'église créent de nouveaux comités ouverts à tous les sans-papiers. En réaffirmant leur volonté de ne pas être mis hors du « droit commun », les sans-papiers et plus largement l'immigration attaquée à travers eux, portent un coup au processus de précarisation de larges couches de la population, de démantèlement des protections sociales (RMI interdit aux moins de 25 ans, flicage du chômage, etc.).

L'offensive contre les sans-papiers n'est pas le problème des sans-papiers, c'est notre problème à tous. prenons l'initiative !

Paris, le 11 septembre 1996

Collectif « Des papiers pour tous »